



Appel à articles – Revue interdisciplinaire de recherche urbaine *Métropoles*

Politiques alternatives de développement urbain

Pour de nombreux auteurs, l'évolution des politiques de développement urbain se caractériserait depuis trois décennies par des dynamiques d'homogénéisation et de standardisation (Harvey, 1989 ; Hall et Hubbard, 1996 ; Moulaert *et al.*, 2005). Ce mouvement s'accompagne de la diffusion internationale d'un ensemble de « bonnes pratiques » (*Espaces et Sociétés*, 2007) qui concernent par exemple la « régénération par la culture », la construction de quartiers d'affaire, de centres commerciaux, d'équipements de loisirs ou de nouvelles infrastructures de transport, les politiques de développement durable, les stratégies de marketing territorial et d'hébergement de grands événements, etc. L'ensemble de ces politiques et projets urbains semble dominé par un objectif surplombant : (re)développer les villes en les rendant plus attractives pour les firmes post-fordistes et les groupes sociaux les plus désirés (cadres supérieurs, étudiants, « créatifs », touristes...) afin de renforcer leur positionnement au sein de la nouvelle division internationale de la production et de la consommation. Cette tendance puise ses racines dans l'action conjointe de plusieurs dynamiques diverses, comme la pénétration des dogmes néolibéraux dans la gestion urbaine (Brenner et Theodore, 2002 ; Béal et Rousseau, 2008), l'accélération de la circulation des idées et des concepts dans les sphères technico-politiques en lien avec la ville (McCann et Ward, 2011 ; Peck, 2011), la distension du lien entre élites politiques locales et sociétés urbaines (Pinson, 2009) ou encore la montée en puissance du secteur financier dans la production de l'urbain (Renard, 2008 ; Aalbers, 2012). Dans un contexte persistant de déstabilisation de la base économique de nombreuses villes occidentales sous l'effet de la mondialisation, ces facteurs expliquent pourquoi les acteurs de la gestion urbaine se tournent de plus en plus fréquemment vers des solutions *mainstream* dont l'efficacité, rarement débattue, semble validée par le succès de quelques expériences récentes hâtivement érigées en modèles, telles celles, largement médiatisées, de Glasgow (culture), Hambourg (activités créatives) ou encore Barcelone (événements sportifs prestigieux). Par ailleurs, cette tendance ne se résumerait plus aux seules villes du Nord. Depuis peu, la recherche urbaine montre ainsi comment les « bonnes recettes » néolibérales en matière de gestion urbaine se diffusent également dans les villes du Sud, conduisant à la mise en œuvre de stratégies entrepreneuriales de développement urbain en Afrique (Murray, 2011 ; Myers, 2011), en Amérique Latine (Portes et Roberts, 2005) et en Asie (Wu, 2003 ; Broudehoux, 2007 ; Dupont, 2011).

Pourtant, cette généralisation des stratégies *mainstream* ne doit pas occulter l'existence de politiques alternatives de développement urbain. S'il ne s'agit pas de construire des catégories analytiques trop fermement opposées, qui ne rendraient pas compte de la diversité des stratégies urbaines contemporaines, il est toutefois possible de proposer une définition idéal-typique des politiques alternatives de développement urbain. Ainsi, par « alternatives », nous entendons ici l'ensemble des initiatives, des démarches ou des projets soutenus par des municipalités et qui cherchent à organiser un développement urbain s'éloignant des canons de l'entrepreneurialisme, c'est-à-dire :

1. Qui ne sont pas conçues selon une perspective *top-down*, au sein de cénacles fermés réunissant les seuls grands élus, experts et représentants du secteur privé, mais selon une perspective *bottom-up* dans laquelle la société urbaine, et notamment ses composantes sociales ou ethniques les plus désavantagées, constitue l'élément moteur.
2. Qui ne font pas des mécanismes marchands leur principal vecteur d'organisation. Les politiques urbaines alternatives n'ont pas pour objectif premier d'accompagner les dynamiques de croissance déjà enclenchées. Elles cherchent davantage, par la mise en place de modes de régulation politique ou « sociale », à limiter les tendances au « développement inégal » des villes contemporaines.
3. Qui ne visent pas à reconstruire la ville pour les groupes sociaux les plus aisés ou la « classe visiteuse » (Eisinger, 2000), mais avant tout pour les couches populaires déjà présentes dans la ville. Les politiques urbaines alternatives se distinguent des politiques urbaines néolibérales car elles placent les ressources publiques au service direct des groupes défavorisés, sans le truchement de l'« effet percolation » justifiant la généralisation des politiques d'offre néolibérales.

Ces politiques alternatives de développement urbain sont hétérogènes quant à leurs objectifs (redistribution, préservation, etc.) et à la nature des ressources municipales utilisées (mesures juridiques et réglementaires, soutien financier à des initiatives locales, transferts d'expertise etc.). Elles peuvent concerner des domaines variés tels que l'urbanisme (décroissance urbaine planifiée, fiducies foncières, initiatives anti-gentrification et anti-spéculation, etc.), l'économie (systèmes monétaires ou systèmes d'échange locaux, firmes coopératives reposant sur les savoir-faire locaux etc.), la finance (tontines, banques coopératives opérant à l'échelle du quartier/de la ville, etc.), l'environnement (mouvement des « villes en transition », gratuité des transports publics, etc.), l'alimentation (agriculture urbaine, systèmes alimentaires locaux, etc.) ou encore la gouvernance (budgets participatifs, expériences d'autogestion, etc.).

Dans un contexte de montée en puissance du néolibéralisme, les municipalités sont-elles condamnées à ne mener que des politiques tournées vers l'offre ? Ce dossier prend au contraire le pari que le déclin de l'échelle étatique dans la régulation de l'économie et de la société ouvre un espace pour l'émergence de stratégies alternatives de développement à

l'échelle locale, et notamment à celle des villes. Or si l'on dispose aujourd'hui d'une littérature conséquente sur les stratégies entrepreneuriales des villes, les travaux sur les politiques alternatives de développement urbain sont beaucoup plus épars. A cette première limite s'ajoute l'absence d'analyse systémique de ces démarches permettant de tirer des conclusions plus générales relatives à la poursuite de politiques alternatives dans les villes contemporaines.

L'objectif de ce dossier de la revue *Métropoles* est de tenter de combler partiellement ces lacunes. Il cherche à regrouper des articles consacrés aux villes du Nord comme du Sud, et qui répondent à au moins l'un des quatre objectifs suivant :

1. Décrire les politiques alternatives de développement urbain par le biais de monographies. Quels sont les contenus et les objectifs de ces politiques ? Comment ont-elles émergé et sous l'effet de quels facteurs ? Quels sont les acteurs et les groupes qui les ont portées et mises en place ?
2. Contextualiser les politiques alternatives de développement urbain. Nous attendons des articles questionnant les conditions socio-politiques et économiques favorables à l'émergence, la mise en œuvre et la stabilisation de ces politiques. Sont-elles davantage susceptibles d'émerger dans des villes disposant de caractéristiques particulières (taille, position dans la hiérarchie urbaine, profil socio-économique, tradition d'activisme etc.) ? Sont-elles favorisées par la présence de certains acteurs ou au contraire l'absence de certains autres ?
3. Evaluer les politiques alternatives de développement urbain. En quoi leurs contenus diffèrent-ils des politiques de développement urbain *mainstream* ? Ces politiques urbaines parviennent-elles réellement à remplir leurs objectifs initiaux ? Quels dangers les guettent, et, finalement, sont-elles vouées à s'institutionnaliser ?
4. Théoriser les politiques alternatives de développement urbain. Quels outils conceptuels permettent de comprendre pourquoi et comment des politiques alternatives de développement urbain peuvent être élaborées et mises en œuvre dans des contextes locaux particuliers ? Comment théoriser les opportunités permettant aux acteurs locaux de développer leurs propres stratégies dans un contexte marqué par la domination d'un petit nombre d'idées et de solutions néolibérales ? Dans quelle mesure les acteurs locaux disposent-ils d'une capacité à choisir l'orientation du développement urbain dans un contexte globalisé ?

Modalités de soumission

-Classée par l'AERES en Géographie-Aménagement-Urbanisme, en Sociologie-Démographie et en Science politique, la revue Métropoles publie des articles rédigés en français et en anglais. <http://metropoles.revues.org/>

- Les résumés des articles (500 mots) devront être envoyés avant le 31 mars 2013. Ils peuvent être rédigés en français ou en anglais. Ils doivent être directement envoyés à la

secrétaire de rédaction de Métropoles, Deborah Galimberti (deborah.galimberti[at]gmail.com). Une copie sera également adressée aux deux coordinateurs du numéro : Vincent Béal (vbeal[at]unistra.fr) et Max Rousseau (max.rousseau[at]cirad.fr).

- La notification de l'acceptation sera envoyée aux auteurs par courriel avant le 15 avril 2013.

-Les manuscrits devront être soumis avant le 16 septembre 2013. Ils pourront être rédigés en français, anglais, espagnol, italien, portugais et allemand. La version définitive des articles acceptés devra toutefois être traduite en français ou en anglais. La charge de ces traductions revient aux auteurs.

- Les articles comprennent entre 8 000 et 10 000 mots, bibliographie incluse.

- Les normes de présentation et les conseils aux auteurs sont disponibles sur le site de la revue : <http://metropoles.revues.org/>.

References:

Aalbers, M. (Ed.) (2012), *Subprime Cities: The Political Economy of Mortgage Markets*, Oxford, Blackwell.

Béal, V., Rousseau, M. (2008), « Néolibéraliser la ville fordiste. Politiques urbaines post-keynésiennes et re-développement économique au Royaume-Uni : une approche comparative », *Métropoles*, n°4, pp. 160-202.

Brenner, N., Theodore, N. (eds.) (2002), *Spaces of Neoliberalism: Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Oxford, Blackwell.

Broudehoux, A.-M. (2007), « Spectacular Beijing. The conspicuous construction of an Olympic Metropolis », *Journal of Urban Affairs*, vol. 29, n° 4, pp. 383-399.

Dupont, V., (2011), « The Dream of Delhi as a Global City », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 35, pp. 533–554.

Eisinger, P. (2000) « The Politics of Bread and Circuses: Building the City for the Visitor Class », *Urban Affairs Review*, vol. 35, n° 3, pp. 316-33.

Espaces et Sociétés (2007), « Villes et 'best practices' », n° 131.

Hall, T., Hubbard, P. (eds.) (1998), *The Entrepreneurial City: Geographies of Politics, Regime, and Representation*, Chichester et New York, Wiley.

Harvey, D. (1989), « From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism », *Geografiska Annaler B*, vol. 71, n° 1, pp. 3-17.

McCann, E., Ward, K., (Eds.) (2011), *Mobile Urbanism: Cities and Policy-Making in the Global Age*, Minneapolis et Londres, University Press of Minnesota.

Moulaert F., Rodriguez A., Swyngedouw E. (Eds.) (2005), *The Globalized City: Economic Restructuring and Social Polarization in European Cities*, Oxford, Oxford University Press.

Murray, M. (2011), *City of Extremes. The Spatial Politics of Johannesburg*, Durham, Duke University Press.

Myers, G. (2011), *African Cities. Alternative visions of Urban Theory and Practice*, Londres et New York, Zed Books.

Peck, J., (2011), « Geographies of policy: from transfer-diffusion to mobility-mutation », *Progress in Human Geography*, vol. 35, n° 6, pp. 773-797.

Pinson, G. (2009), *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Paris, Presses de Sciences-Po.

Portes, A., Roberts, B. (2005), « The free-market city: Latin American urbanization in the years of the neoliberal experiment », *Studies in Comparative International Development*, vol. 40, n° 1, pp. 43-82.

Renard, V. (2008), « La ville saisie par la finance », *Le débat*, n°148, pp. 106-117.

Wu, F. (2003), « The (post-) socialist entrepreneurial city as a State project: Shanghai's reglobalisation in question », *Urban Studies*, vol. 40, n° 9, pp. 1673-1698.